

La Vie Internationale

Moscou se découvre

Le soulèvement populaire du 17 juin en Allemagne orientale est un événement de portée profonde et durable susceptible de modifier le cours de l'évolution politique internationale tel qu'il se dessinait depuis le discours Churchill du 11 Mai. La nouvelle tactique soviétique n'en sera pas changée pour cela mais les buts qu'elle visait ne pourront pas être atteints aussi aisément.

L'avenir de l'Allemagne selon Moscou.

Pour la première fois depuis la guerre, la politique du Kremlin a été clairement exposée, particulièrement dans le discours prononcé par l'écrivain Ilya Ehrenbourg au Congrès de la Paix à Budapest. Pour préparer la réunification de l'Allemagne un nouvel ordre social, moins différent de celui de l'Ouest, doit être imposé à la zone soviétique : fin de la bolchevisation jusqu'ici pratiquée et liquidation de gouvernement Grotewohl-Ulbricht auquel devra se substituer un ministère où domineront les transfuges des partis bourgeois comme Paul Nuschke, ex-démocrate chrétien ; manœuvre habile, car ce genre de personnages discrédité auprès de la population aurait empêché, en cas d'élections libres, le parti d'Adenauer de recueillir des voix en zone orientale.

Par ces élections devrait arriver au pouvoir les Sociaux-Démocrates, hostiles au réarmement allemand et neutres à l'égard de l'Occident. Ce gouvernement après la chute d'Adenauer accepterait que la nouvelle Allemagne soit désarmée et indépendante des deux blocs. Plus tard par un noyautage progressif on la transformerait en front populaire où les communistes auraient peu à peu repris force, à la suite d'une crise économique que l'abandon de l'aide américaine, les difficultés de la reconstruction et surtout la démagogie socialiste auraient fatalement amené.

La nouvelle Allemagne aurait alors un besoin de renouer étroitement avec l'Est pour retrouver son équilibre et des débouchés commerciaux. Les démêlés avec la France, la question sarroise aurait fait levier pour ramener les Allemands dans l'orbite soviétique. D'autant plus facilement que les quatre puissances occupantes ayant retiré simultanément leurs forces militaires les Allemands ne se seraient plus sentis protégés par la présence des Alliés.

La ceinture rose.

Moscou voyait plus loin ; en exploitant le sentiment anti-américain si fort en Europe occidentale il est inévitable que les partis de gauche en Angleterre, en France et en Italie reprennent le pouvoir aux futures consultations électorales peut-être même avant. Ces partis, transformés en front populaire exigeront

le départ des Américains du continent européen et des territoires périphériques. Certains travailleurs anglais le demandent déjà publiquement aux Communes. Les États-Unis pourraient alors se trouver isolés dans leur « Gibraltar » atlantique, c'est à ce moment que les Soviétiques auraient proposé à chacun des pays occidentaux des pactes de non-agression, garantissant en principe, à tous, séparément, la paix éternelle. Ce programme est connu sous le nom de « Ceinture rose ». Les Soviétiques en Europe occidentale se trouveraient alors entourés de pays socialistes, en Italie, en Autriche, en France, en Belgique, en Angleterre et dans les pays scandinaves.

On sait le mépris des communistes pour les socialistes, dont Kerenski est pour les bolcheviks le modèle. Une fois ces socialistes « en peau de lapin » au pouvoir dans les différents pays il était facile de les amener par étapes à la capitulation à laquelle ils se sont dans l'histoire récente toujours prêtés : devant Guillaume II, en 1914 ; devant Lénine, devant Hitler, devant Mussolini et même devant Pétain.

Le plan n'a rien de machiavélique si l'on remarque qu'un retour au pouvoir des socialistes est du domaine des probabilités en Italie, en Autriche où ils y sont déjà, en France, en Angleterre et en Belgique où ils sont au bord du pouvoir dès maintenant.

Virage manqué.

Malheureusement pour Molotof et Malik le tournant était difficile à prendre. Il fallait liquider les communistes fanatiques au pouvoir et changer de tactique sans donner aux peuples esclaves un sentiment de faiblesse. Mais au lieu de répondre à ces adoucissements par une allègre espérance les populations exaspérées par huit ans de tyrannie se sont soulevées et les Soviétiques ont dû faire feu sur les grévistes et rétablir la loi martiale. Les haïnes au lieu de s'apaiser s'exaspèrent et l'Allemagne se sent capable de recouvrer sa liberté par ses propres forces ou de pousser les Russes à une répression impitoyable, ce qui rendra toute conciliation impossible.

Le laborieux armistice.

Il est difficile de savoir ce qui est comédie et ce qui est véritable drame dans les incartades de Sygman Rhee. Les Américains l'ont-ils laissé libérer les prisonniers nord-coréens anticommunistes ou ont-ils été réellement surpris ? Il est vraisemblable qu'il n'y ait pas eu dans le haut commandement des États-Unis, hostile à l'armistice, des complaisances. Ce qui n'empêchera d'ailleurs pas la conclusion de l'armistice même. Les Sino-Coréens se moquent bien du sort des 35.000 prisonniers libérés. Ils avaient déjà annoncé la signature pour le 25 juin quand ils ont lancé une offen-

sive finale de prestige et fait massacrer sans raison aucune 10.000 hommes sous le napalm et les bombes. Le sort des humains ne les trouble guère.

La crise française et la politique internationale.

On a eu raison de dire que la prolongation insolite de la crise politique française est pour une large part la conséquence de l'embarras des responsables devant les décisions à prendre en politique extérieure. La France veut-elle et, de plus, peut-elle changer de politique ? Prendra-t-elle aux Bermudes le parti de Churchill ou celui d'Eisenhower ?

Il n'y a pas en France de crise économique. Aucun pays n'a poussé plus loin depuis 1945, dans la voie du progrès social et les embarras financiers, pour réels qu'ils soient, ne sont pas tragiques. Ce qui l'est c'est le choix entre le relâchement de l'alliance atlantique la neutralisation de l'Allemagne et un accord avec les Soviétiques et d'autre part, le maintien de la ligne suivie par M. Schuman dans la voie de l'unification européenne et de la solidarité avec les États-Unis. Choix encore plus difficile depuis les émeutes de Berlin-Est qui a mis clairement en relief le double mouvant du bolchevisme, recul en Europe et renforcement en Asie où avec de meilleures positions stratégiques et l'appui plus ou moins ouvert des nationalismes indigènes, il peut résister à toute tentative de s'opposer à son expansion.

Importance du facteur français.

Bien que l'on se plaise et surtout à Londres et à Bonn à minimiser le rôle de la France dans les affaires mondiales c'est en définitive de l'attitude française que dépend l'orientation de la politique mondiale. Si la France choisissait la voie de la retraite et du neutralisme, l'alliance atlantique aurait vécu et les États-Unis devraient se replier. On conçoit dès lors la responsabilité qui échoit aux hommes qui auront à se prononcer ; on comprend aussi que seuls ceux qui n'ont pas de responsabilité à endosser se prononcent et que ceux qui auraient à agir se dérobent.

Nous comprenons fort bien les arguments des uns et des autres. Ce serait faire preuve de passion ou de préjugés que de nier la complexité des faits et les risques de l'alternance. Tout bien pesé et quels que soient les inconvénients d'une politique comme de l'autre, un fait simple doit s'imposer. Si nous n'étions pas protégés par les armes américaines notre sort serait à bref délai celui des Berlinoises de l'Est. Et les souvenirs de l'occupation nazi seraient peu en comparaison. Le maintien de la paix ne repose que sur la force. Et toute rupture de la solidarité atlantique en diminuant cette force rendrait la paix plus précaire. Il est bien probable d'ailleurs que conformément à une solide tradition le futur gouvernement français choisisse une voie moyenne qui évitera de se prononcer et entretiendra l'équivoque.